

Normalisations boiteuses ou pièges ?

écrit par Thérèse Zrihen-Dvir | 20 octobre 2023





Les accords de paix signés entre les pays arabes, dont l'Égypte, la Jordanie, le Bahreïn, le Maroc, le Soudan, les Emirats et Israël, sont perpétuellement menacés et souffrent d'un défaut de durabilité et de fiabilité. Ils oscillent de façon récurrente lorsqu'un conflit d'importance mineure se déclare entre Israël et ses contestants perpétuels arabo-palestiniens, concernant les lieux saints, les territoires et la friction engendrée due à l'espace vital et à la proximité.

Maroc : *Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dimanche à Rabat en solidarité avec les Palestiniens, la marche la plus massive depuis que le Maroc a normalisé ses relations avec Israël en 2020, ont constaté des journalistes de l'AFP.*

Jordanie : *des dizaines de milliers de personnes ont manifesté vendredi au Moyen-Orient en soutien aux Palestiniens, au septième jour d'une guerre entre Israël et*

le Hamas déclenchée par une attaque inédite et sanglante du mouvement palestinien.

La reine Rania de Jordanie a, elle aussi, tenu à briser le silence ce 13 octobre 2023 : « ce n'est pas de la légitime défense si vous êtes un pays occupant » !

Et vlan.

Peut-être doit-on rappeler à Mme Rania que la Jordanie, majoritairement peuplée d'Arabes de Palestine, n'est qu'un cadeau accordé à un Saoudien appelé Abdallah par les Anglais et qui représente 77% de la totalité des territoires de la Palestine mandataire. Qui est alors l'occupant ?

Rania est une palestinienne du Koweït. Si elle est aujourd'hui une reine, c'est surtout grâce à ces idiots utiles que sont les Israéliens qui ont combattu les hordes d'Arafat venus conquérir le trône Hachémite du roi Hussein, son beau-père. Mais comme l'hypocrisie et le mensonge sont plus rentables que la vérité, la voilà qui oublie d'ouvrir les portes de son royaume à ses confrères arabo-musulmans, nommés palestiniens par les soins du KGB russe – les réfugiés de Gaza.

Les infortunés 22% de la Palestine mandataire ne doivent pas être accordés aux juifs – en dépit du fait qu'ils sont les propriétaires légitimes de toute la Palestine/Israël.

Pour Rania, il faut poursuivre la **duperie/invention d'un peuple inexistant appelé palestinien** et afficher une solidarité maquillée, dans le but de gagner la sympathie du monde arabe. Quant à secourir ses frères musulmans de Gaza... qui s'en soucie ?

Égypte : C'est la deuxième fois que l'Égypte, premier pays arabe à avoir conclu la paix avec Israël en 1979, rappelle son ambassadeur en Israël. Le Caire avait rappelé son ambassadeur en Israël en novembre 2000 pour protester contre

« l'usage excessif de la force » par Israël contre les prétendus Palestiniens après le déclenchement de la deuxième Intafada.

(En vérité, le sang juif ne vaut pas grand-chose aux yeux arabes).

Intéressant n'est-ce pas ? Qu'aurait fait l'Égypte si elle était menacée ? Aurait-elle distribué des fleurs aux protestants ? Pas que je ne m'en souvienne surtout durant le fameux « Printemps Arabe ».

Mesures prises par le gouvernement pour empêcher les manifestations

*Les mesures les plus spectaculaires sont les violences ordonnées, selon la commission d'enquête, pour **tuer des manifestants**. Des tireurs d'élite des unités anti-terroristes ont été placés sur les toits des bâtiments pour tuer (tirs dans la poitrine et à la tête) ; des véhicules de la police ont roulé sur des manifestants – N'est-ce pas un usage excessif de la force que nul n'ose reprocher à l'Égypte ?*

Résurgence du conflit israélo-palestinien : les nouveaux alliés arabes d'Israël sur une corde raide

Les Émirats arabes unis (EAU), le Bahreïn, le Maroc et le Soudan, qui ont signé des accords de normalisation avec l'État hébreu, se trouvent en porte-à-faux face au retour au premier plan du conflit israélo-palestinien.

Les Émirats arabes unis (EAU), le Bahreïn, le Maroc et le Soudan, qui ont l'un après l'autre reconnu Israël, entre les mois d'août et de décembre 2020, à l'instigation de l'administration de Donald Trump, alors finissante, doivent désormais se livrer à un délicat exercice d'équilibrisme : d'un côté les dividendes stratégiques que cette décision, grassement monnayée auprès de Washington, leur a offerts et

qu'ils ne veulent pas ruiner ; de l'autre, l'émotion grandissante de leur population, largement acquise à la **fausse** cause palestinienne, qu'ils ne peuvent pas complètement ignorer.

Les EAU, le troisième pays arabe à franchir le pas de la normalisation, après l'Égypte en 1979 et la Jordanie en 1994, ne devraient pas avoir trop de difficultés à tenir ce grand écart. Le cyber-autoritarisme en vigueur dans cette pétromonarchie ne laisse aucune marge de protestation possible aux neuf millions d'habitants, qui sont à 90 % des migrants étrangers. Très peu politisés de nature, un effet de la rente pétrolière qui leur assure un niveau de vie très confortable, les Émiratis n'ont guère l'habitude, de toute façon, de questionner les choix de leurs dirigeants.

Des nations ayant récemment normalisé leurs relations avec Israël, comme le Soudan, le Maroc, les Émirats arabes unis et Bahreïn sont forcément embarrassés par les images de heurts en provenance de l'esplanade, lieu le plus sacré du judaïsme et désigné sous le nom de mont du Temple, où se trouve la mosquée Al-Aqsa, le troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et la mosquée du Prophète de Médine, en Arabie saoudite.

Les Émirats et Bahreïn ont condamné la descente des forces de sécurité israéliennes, le 7 mai, dans la mosquée sacrée, et la répression à l'encontre de fidèles qui cherchaient à en sortir. Abou Dhabi a également appelé les autorités israéliennes à « assurer la responsabilité d'une désescalade » de la violence.

Le Maroc a, de son côté, indiqué suivre avec une « profonde inquiétude » les violences, ajoutant que le roi Mohammed VI considérait « ces violations comme inadmissibles et alimentant les tensions ».

L'Arabie saoudite, qui n'a pas encore normalisé ses

relations, mais qui a donné son feu vert à ses alliés pour se rapprocher de l'État hébreu, a rejeté « la stratégie d'Israël qui vise à évincer des dizaines de Palestiniens de leur foyer », en référence à la menace d'expulsion de familles palestiniennes du quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est, à l'origine de la flambée des violences.

Turquie : Recep Tayyip Erdogan, a affirmé qu'il ferait « tout ce qu'il peut pour mobiliser le monde, notamment musulman, pour mettre fin au terrorisme (Il a sciemment omis de mentionner les coupables de ce terrorisme ?) et à l'occupation israélienne ».

« Cette mobilisation et cette colère sont aussi la preuve de la fragilité des processus de rapprochement et par extension qu'il n'y aura vraisemblablement pas d'accord de paix possible tant que le conflit israélo-palestinien perdurera. L'initiative de paix arabe de 2002, rejetée par Israël, liait invariablement la résolution de ce conflit à la coexistence entre les peuples et à un accord de paix. Tandis que les accords d'Abraham ont voulu outrepasser ces questions, en ayant l'ambition, et quelque part la naïveté, d'opérer des rapprochements politiques avec Israël, sans prendre en considération la question palestinienne », souligne Karim Sader, politologue au Moyen-Orient.

En résumé : **l'infranchissable problème dérive du simple fait qu'Israël est une démocratie et que la majorité des pays qui l'entourent sont des dictatures**/monarchies/théocraties qui voient en cette démocratie, une source de danger – un agent de diffusion des idées démocratiques.

Le monde démocratique est aujourd'hui sur les arêtes d'une chute abyssale à cause des régimes tyranniques de toutes variantes. Ces régimes se moquent complètement du palestinien et de la Palestine – Notez bien que l'Iran et la Syrie ont tué beaucoup plus de palestiniens que les

Israéliens durant toutes leurs conflagrations.

Le palestinien et la Palestine leur servent pour maintenir leurs populations dans le prisme étroit d'une théocratie tyrannique, qui leur sied.

Mais la belle au bois dormant que sont l'Europe et les démocraties européennes n'ont jamais pris en considération le fossé géant existant entre la culture occidentale et son progrès, et l'endoctrinement religieux et archaïque de ces masses auxquelles ils ont ouvert leurs portes. Ils viennent à peine de réaliser leurs erreurs même vis-à-vis des juifs israéliens qu'ils ont sciemment trappés comme un lièvre dans l'étau islamique : à l'est les terroristes de l'OLP, à l'ouest le Hamas/Djihad, au nord le Hezbollah, en son sein les arabes israéliens.

Quelle solution reste-t-il à Israël pour survivre ? Un État palestinien ou peut-être remettre les clefs aux Occidentaux qui ont si généreusement alimenté cette hydre *palestinienne* assoiffée de sang juif ?

Thérèse Zrihen-Dvir